

Accord professionnel

MAISONS FAMILIALES RURALES
(Aménagement et réduction du temps de travail
dans les établissements d'enseignement et de formation professionnelle)
(6 avril 1999)

(Etendu par arrêté du 19 juillet 1999,
Journal officiel du 29 juillet 1999)

AVENANT N° 1 DU 12 DÉCEMBRE 2007
À L'ACCORD DU 6 AVRIL 1999
RELATIF À L'AMÉNAGEMENT ET À LA RÉDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL
NOR : AGRS0897023M

Entre :

L'union nationale des maisons familiales rurales d'éducation et d'orientation,

D'une part, et

Le syndicat national des personnels des maisons familiales rurales, instituts, centres FSCOPA CFTC ;

Le syndicat national des cadres d'entreprises agricoles (SNCEA) CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

L'accord du 6 avril 1999 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail est modifié comme suit :

A l'article 3.1 « Modulation du temps de travail », il est ajouté après le deuxième alinéa un alinéa nouveau ainsi rédigé :

« Ces dispositions ne s'appliquent cependant pas aux travailleurs de nuit ; pour ces derniers et compte tenu des exigences des activités de garde, de surveillance des personnes et des biens et de continuité des services, l'horaire hebdomadaire peut varier de 0 à 48 heures, sans qu'il puisse être effectué plus de 44 heures de travail en moyenne par semaine sur une période de 12 semaines consécutives. »

A l'article 4 « Heures d'équivalence », le premier alinéa est ainsi modifié :

« Il est mis en place un régime d'équivalence pour les surveillants de nuit et les animateurs-surveillants :

- pendant les périodes d'activité, ce personnel surveille et encadre activement les élèves, apprentis ou stagiaires ;
- pendant les périodes d'inactivité, situées pendant tout ou partie des heures de nuit, il doit être présent et disponible pour faire face à tout problème qui se poserait à l'internat. Pendant ces périodes d'inactivité, ce personnel est autorisé à dormir.

Ce système d'équivalence s'applique de l'extinction des feux le soir à l'allumage le matin, dans la limite d'une plage horaire maximale de 8 heures.

Pour ce personnel, lorsqu'il se trouve être sous régime d'équivalence, par temps de travail effectif on entend le temps de travail défini comme suit : 2 heures de service de surveillance de nuit équivalent à 1 heure de service pour la détermination de la rémunération et pour l'application de la législation française sur la durée du travail. Ce mode de calcul s'applique de la même manière, qu'il s'agisse des périodes d'activité ou d'inactivité.

Les veilleurs de nuit, dont le temps de travail ne comporte pas de période d'inactivité, ne sont pas concernés par les horaires d'équivalence.

Les horaires d'équivalence ne sont pas applicables aux salariés à temps partiel, conformément à la rédaction de l'article L. 212-4 du code du travail à la date du présent accord. »

A l'article 6 « Durée quotidienne du travail », ajouter un deuxième alinéa ainsi rédigé :

« Cette durée est portée à 12 heures pour les salariés exerçant un travail de nuit. »

Article 2

L'application du présent texte est soumise à la parution au *Journal officiel* :

- de l'arrêté ministériel en portant extension ;
- du décret visé à l'article L. 212-4 du code du travail.

Le présent avenant sera applicable dès la parution du dernier de ces textes.

Fait à Paris, le 12 décembre 2007.

(Suivent les signatures.)